

tous ceux qui ont du talent, pour ne pas le féliciter d'avoir réussi si bien dans l'ensemble. M. Lemay a dit dans *Filii hominum* :

Vous demandez encor un refrain à ma muse :
Elle ne devait plus chanter,
Mais je l'éveillerai.

Il a tenu parole, et parole de poète.

EGO ILLE.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

NEW-YORK, 6 juin 1879.

Plusieurs grands événements s'offrent à ma pensée. Lequel choisir pour en faire une chronique ?

Decoration day est une fête essentiellement américaine, en quelque sorte d'un caractère privé. Tous les ans c'est la même chose : beaucoup de fleurs sur les tombes des victimes de la guerre ; encore d'avantage autour des statues des grands hommes ; notre grand Lafayette couronné, enguirlandé à l'Union Square ; l'interminable défilé des milices et des vieux soldats de la Grande-Armée ; des discours, des coups de soleil, des bousculades et des ivrognes partout... non, décidément, j'aime mieux un autre sujet.

Le grand combat naval devant Tynique ne manque pas d'actualité ni de tragique. Mais comment narrer convenablement une épopée aussi terrible sans renseignement authentique ?

D'après les dépêches particulières que j'ai reçues, il paraîtrait que vainqueurs et vaincus, afin de satisfaire à l'honneur, se sont crus obligés—passez-moi le mot, c'est du Zola tout pur—de prendre un bouillon dans la même tasse !

Ces braves gens méritent qu'on parle d'eux dans un meilleur style.

L'Océan, ce fossoyeur immense, a couvert du même linceul les combattants des deux flottes ennemies : cuirassés et navires de bois, ainsi que leurs pavillons respectifs. On n'a plus entendu les cris des blessés ni les exclamations insensées des victorieux. Les blasphèmes des impies se sont confondus avec les prières des agonisants.

Les équipages, au moment de sombrer, oubliant leur origine avant de s'enfoncer pour toujours dans l'abîme, ont échangé une dernière décharge d'artillerie et une suprême bordée d'invectives proférées dans la langue du Cid qui est aussi celle des héros.

Lorsque les détails complémentaires de ce combat me seront parvenus, j'essaierai de dramatiser avec plus de vérité les diverses péripéties de la lutte...

Puisqu'il ne nous est pas donné de rendre la vie à tant de héros tombés, semons au moins quelques fleurs de rhétorique sur leurs tombes.

A propos de tombe, je ne puis passer sous silence l'affreuse nouvelle que le câble nous envoie.

La fièvre jaune vient de frapper simultanément, à Port-au-Prince, Haïti, M. le comte de Rochehouard, consul de France, son secrétaire particulier, et aussi le premier secrétaire de la légation.

Le deuxième secrétaire, qui télégraphie à son gouvernement ce triple bulletin mortuaire, ajoute, en *post-scriptum*, que lui-même se sent atteint par le redoutable fléau.

Je sais bien que les sceptiques diront que cette triple mort procurera de l'avancement aux candidats consulaires ; que, sans les épidémies, un simple employé n'arriverait jamais à être consul-général.

Mais ceux qui portent un cœur humain sous la mamelle gauche s'attendent sur la triste destinée du représentant d'une des plus vieilles familles nobiliaires de la France ; ils plaindront ces victimes du devoir et se demanderont si ces Français ont mérité de finir leurs jours sous un climat aussi odieux, au milieu d'une population

de singes qui n'ont de l'homme que ses vices et sa férocité !

Puisque nous voilà dans le golfe des Antilles, je profiterai du voisinage de l'Isthme de Panama pour en toucher quelques mots.

Chacun sait que les deux continents américains sont divisés en deux parties presque égales. On dirait, en les voyant sur la carte, que ce sont des jumeaux—phénomènes dont l'isthme serait la membrane conjonctive.

Il arrive aujourd'hui que chacune des deux Amériques demande à être séparée, ainsi que le voulaient autrefois les frères Siamois. L'opération est sur le point d'être commencée, et c'est M. de Lesseps qui s'en charge.

Un Congrès scientifique, autrement plus sérieux que celui de Berlin, vient de terminer ses travaux, à Paris, en choisissant comme tracé définitif le projet du canal qui reliera l'Atlantique au Pacifique d'Aspinwall à Panama. C'est le chemin le plus court.

Il est certain maintenant que les ingénieurs américains du nord avaient pour mission de proposer les projets les plus impraticables, afin de faire échouer l'entreprise elle-même.

Les journaux de New-York les plus sérieux confirment, par leur langage violent, cette incroyable hypothèse.

Certes ! je ne m'attendais pas à rencontrer de pareils sentiments dans des cervelles américaines. La jalousie de voir M. de Lesseps président de la Société du canal interocéanique les rend aveugles à ce point qu'ils ne veulent pas avouer l'immense profit que les États-Unis retireront de cette voie de communication.

Il faut vraiment être Yankee, habitant du Connecticut, Quaker ou Mormon, pour persister dans une pareille erreur.

A part les avantages matériels qui résulteront de cette œuvre éminemment civilisatrice, il existe encore pour nous, Français, d'autres motifs d'être fiers de ce nouveau travail d'Hercule.

Pourquoi le cacher ? nous aimons voir à la tête de cette entreprise un nom glorieux, un nom français, celui de M. de Lesseps.

Que l'on soit né sur les bords de la Seine, du Rhône ou du Saint-Laurent, c'est la même chose, il me semble ; et, tout cœur qui sent une goutte de sang du vieux Brennus couler dans ses veines, doit être glorieux d'un pareil événement.

Les temps sont passés, heureusement, où l'on disait : Pauvre France ! avec une larme dans la voix.

Aujourd'hui, l'on crie : Vive la France ! avec un orgueil de plus dans le cœur !

Quelques idiots nous ont accusés de ne pas connaître la géographie ; Bismark l'affirmait, il fallait le croire.

Puisque la force primait le droit, elle pouvait bien primer la vérité et ravalier l'intelligence.

Il paraît que, dans l'antiquité, il existait aussi un Bismark grec qui niait le mouvement ; un philosophe, pour lui faire comprendre son anérim, se mit à marcher devant lui pour toute réponse. Aujourd'hui, M. de Lesseps peut en faire autant : il n'a qu'à marcher, il n'a qu'à parler pour confondre l'impudence.

Non-seulement les Français sont supérieurs dans la science géographique, mais on peut prouver que ce sont eux qui l'ont enseignée aux Allemands.

N'est-ce pas par l'or et le génie de la France que le Mont-Cenis a été traversé à sa base par un tunnel ? N'est-ce pas nous qui avons ouvert l'isthme de Suez ? Si le Sahara devient un jour une mer intérieure, à qui le devra-t-on ? à un Français.

Nous avons en ce moment, au centre de l'Afrique, cinq voyageurs qui l'explorent dans tous les sens : d'où viennent-ils ? de la France.

Terminons cette étude par cette dernière réflexion.

Le Français, ou le Canadien-français, c'est la même chose, a le sens pratique des sciences ; il va de l'avant, paie de sa personne ; il cherche, fouille et découvre ce que d'autres, vingt ans après, trouvent dans leur cabinet sans se fatiguer.

La Polynésie est découverte par Bougainville ; un jeune Français, sans qualité diplomatique, révèle au monde Tamboacou, au centre de l'Afrique. Qui le connaît ?

J'en passe et des meilleurs.

M. de Lesseps fait ses malles en ce moment pour l'isthme de Panama. Qui va creuser le canal interocéanique ? un Français. Vive la France !

ANTHONY RALPH.

LA POLITIQUE

La politique, forcée d'abandonner pour quelque temps la scène fédérale, s'est rabattue sur la scène provinciale, où elle promet de jouer un rôle tout aussi animé qu'à Ottawa. Elle fait rage à Manitoba, et elle est dans toute son intensité chez nos voisins d'Ontario et chez nous.

Les élections partielles qui se font dans notre province décideront peut-être du sort du cabinet Joly. Dans le Haut-Canada les élections générales qui viennent d'avoir lieu ont donné la majorité au cabinet Mowat.

Ici, la victoire de l'hon. M. Mercier à Saint-Hyacinthe a fait regagner au parti ministériel de Québec la voix, l'indispensable voix, que lui avait fait perdre la mort de l'hon. M. Bachand. L'opposition devra, de son côté, pour se retrouver dans les mêmes conditions qu'à la dernière session, reprendre les deux comtés de Rouville et de Chambly, que les tribunaux ont privés de leurs représentants.

Ces trois élections causent beaucoup d'agitation. Les deux partis étant également divisés dans la Chambre, considèrent naturellement le résultat comme décisif et mettent un acharnement extraordinaire à la lutte. La session (nous allions dire la *dance*) va commencer le 19. On s'attend qu'elle sera fort orageuse. On peut croire que les partis, la chaleur aidant, vont se retrouver naturellement au diapason où ils étaient lors de la prorogation, le 10 juillet dernier. C'est pitié de voir nos législateurs forcés de se livrer bataille ainsi dans la saison la plus chaude de l'année. Le combat—car ce sera plutôt un combat qu'un travail, chacun des partis étant trop faible pour diriger une législation sérieuse—le combat va commencer avec le solstice pour se terminer probablement avec la canicule. Voici la deuxième fois que nos députés sont soumis à cette torture : espérons que c'est la dernière.

Une crise ministérielle aussi grave qu'inattendue vient d'éclater à Manitoba. L'administration Norquay-Royal, qui était sortie victorieuse des élections de l'automne dernier et qui avait traversé sans encombre la première partie de la session actuelle, s'est disloquée subitement ces jours derniers, presque aussitôt après la rentrée de la législature.

La nouvelle Chambre, après quelques semaines de travaux, s'était ajournée dans le cours de février dernier, pour attendre le résultat d'une mission que MM. Norquay et Royal étaient chargés de remplir auprès du gouvernement fédéral et qui avait trait au subsides que reçoit la province et à la politique des chemins de fer. Cette mission eut succès complet, et les deux ministres, de retour à Winnipeg, venaient d'en rendre compte à la législature, lorsque la crise, préparée en leur absence, se produisit. La Chambre de Manitoba se compose de vingt-quatre membres. Les Français et Métis, qui sont au nombre de neuf, forment dans cette assemblée un groupe compact dont M. Royal est le chef. Dans la dernière législature, ils avaient un ministre ; dans celle-ci, ils en avaient deux. L'administration se composait de cinq mem-

bres. La députation anglaise était divisée, et c'est la principale section de cette députation qui formait presque à elle seule l'opposition. Il y a quelques jours, certains députés exprimèrent le regret que le ministère ne possédât pas l'appui de la majorité anglaise de la Chambre. Deux ministres, MM. Walker et Brown, sensibles à ce reproche, offrirent aussitôt leur démission. Par un second mouvement, une attaque spéciale et personnelle fut dirigée contre l'hon. M. Royal. M. Norquay qui s'était tenu sur la réserve jusque là, intervint alors pour demander à son collègue de remettre son portefeuille, et pour refuser officiellement l'offre de résignation des deux ministres anglais. M. Royal se retira immédiatement. M. Delorme, le second ministre français, suivit son exemple. Le cabinet, ainsi démembré, se reconstitua sans délai, à même l'élément anglais, qui donna sur le champ à Norquay toutes les voix dont il pouvait disposer.

Le premier vote fut de 15 contre 9, le second, de 13 contre 6, les Anglais soutenant tous le ministère, et les Français, à part une ou deux défections, formant l'opposition. Le nouveau ministère fit aussitôt connaître son programme, qui comporte tout simplement une déclaration de guerre entre les deux races. Il propose la suppression de la langue française dans la province comme langue officielle, et une nouvelle distribution des collèges électoraux.

Les privilèges de la langue française à Manitoba étant garantis par la constitution, sont à l'abri des attaques de la législature, et la politique du parti anglais devra nécessairement échouer sur ce point. Cette manifestation n'en est pas moins dangereuse pour cela, parce qu'elle pourrait donner lieu à des conflits de nationalités, non-seulement sur le petit théâtre de Manitoba, mais encore au parlement fédéral si les difficultés prenaient une tournure trop violente. En supposant que le ministère, qui doit savoir à quoi s'en tenir sur la question de droit, persiste à faire voter par sa majorité un bill décrétant l'abolition de la langue française, ce bill sera vraisemblablement rejeté par le lieutenant-gouverneur ou réservé par lui et transmis au gouvernement fédéral pour être désavoué. Quant à la redistribution des comtés, elle est inévitable, et le résultat n'en est pas moins inévitable. Les Canadiens et les Métis français devront forcément céder plusieurs sièges aux Anglais, qui, par leur chiffre qui va toujours grossissant, forment déjà plus des trois-quarts de la population. Et puis, les limites de la province elle-même seront changées avant longtemps.

On remarque que tout ce remue-ménage s'est accompli en l'absence du lieutenant-gouverneur Cauchon, qui est arrivé à Winnipeg deux jours après le coup-d'État de M. Norquay. Tout s'est passé sous l'administration du juge-en-chef Wood. Mgr Taché était aussi absent. Il était parti de Winnipeg depuis une semaine. Sa Grandeur est présentement à Montréal.

On annonce le départ prochain de Sir John Macdonald, de Sir Charles Tupper et de Sir Samuel Tilley pour l'Angleterre. Le voyage des trois ministres aurait un but tout politique. Il s'agirait pour eux de s'entendre avec le gouvernement impérial au sujet de plusieurs questions importantes pour l'avenir de la Confédération.

Le résultat des élections générales d'Ontario a surpris beaucoup de personnes. Avant la bataille, les libéraux avaient leurs craintes et les conservateurs leurs espérances. Tout le monde s'attendait à un changement ; et il n'y en a pas eu. Le ministère Mowat a conservé sa majorité et les deux partis restent à peu près dans le même état.

Ainsi, la province qui se prononçait si fortement en septembre dernier contre la politique du gouvernement libéral d'Ottawa, se déclare aujourd'hui pour la politique du ministère libéral de Toronto. Au fond, cette double manifestation n'a rien de contradictoire. La lutte ne s'est pas faite sur le même terrain, les questions